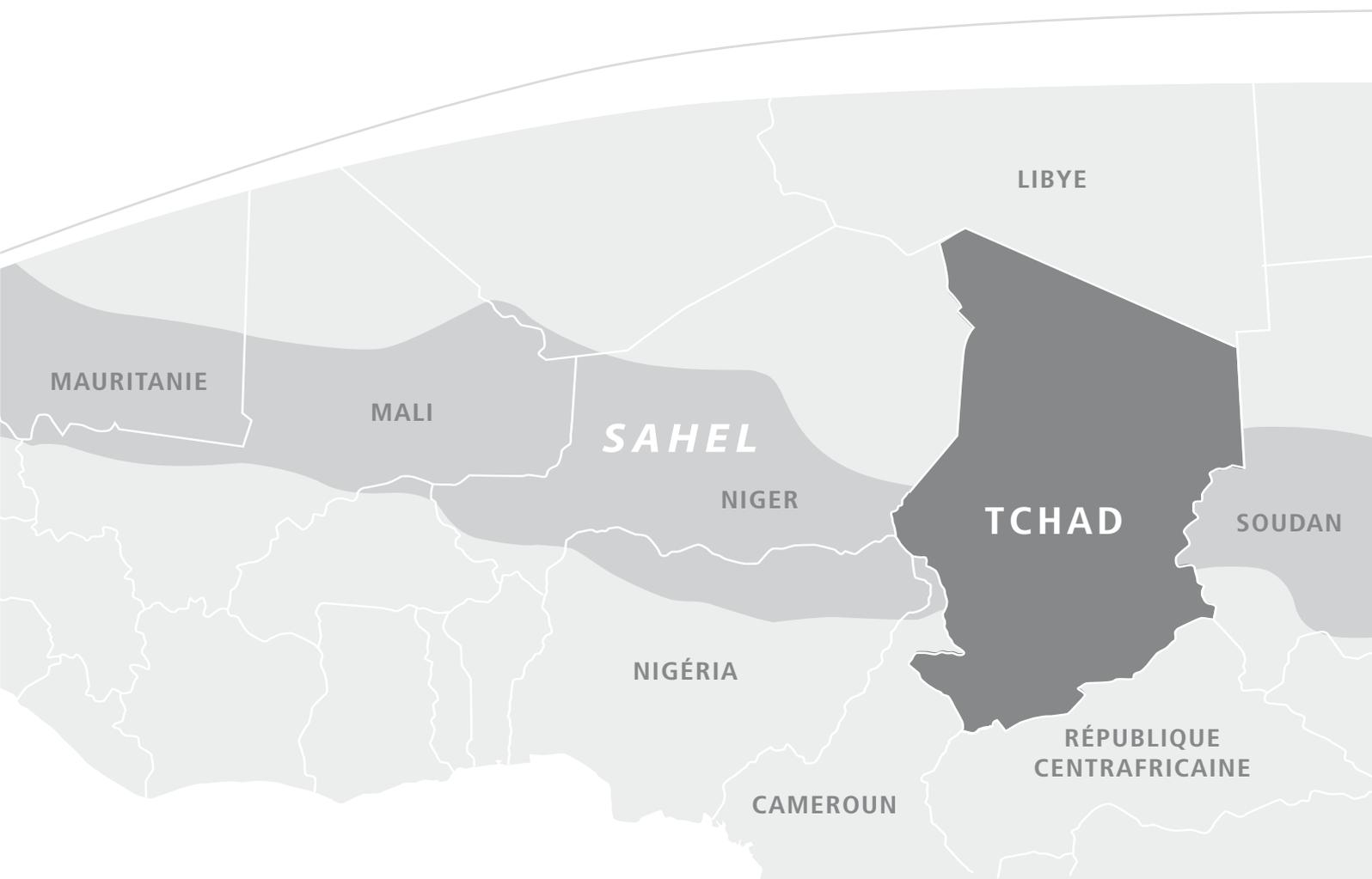


Amandine Gnanguênon

Le Tchad dans son environnement régional : entre jeux d'alliances politiques et coalitions militaires ad hoc



Amandine Gnanguênon

**Le Tchad dans son environnement
régional : entre jeux d'alliances politiques
et coalitions militaires ad hoc**

A propos de l'auteur

Amandine Gnanguênon est docteure en science politique de l'université d'Auvergne. Elle est chercheure associée à *European Council on Foreign Relations* et à l'Université des Nations Unies – Institut d'Études comparatives d'intégration régionale (UNU-CRIS). Amandine Gnanguênon a été directrice du projet Guerre et recomposition du Politique. Elle a aussi été chercheure à Dakar à l'*Institut d'étude de sécurité* (ISS) et à l'ambassade de France. Enfin, elle a dirigé le programme Afrique à l'Institut de recherche stratégique de l'école militaire (IRSEM).

Mentions légales

Friedrich-Ebert-Stiftung, Paix et Sécurité
Centre de Compétence Afrique Subsaharienne
Point E, Boulevard de l'Est, Villa n°30
BP 15416 Dakar-Fann, Sénégal
Tél. : (+221) 33 859 20 02
Fax : (+221) 33 864 49 31
Email : info@fes-pscc.org
www.fes-pscc.org

© Friedrich-Ebert-Stiftung 2021

Conception graphique : Green Eyez Design SARL,
www.greeneyzdesign.com

ISBN : 978-2-490093-25-0

L'utilisation commerciale des médias publiés par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdite sans autorisation écrite de la FES. Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas forcément celles de la Friedrich-Ebert-Stiftung (ou celle de l'organisation de l'auteur).

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	04
Liste des acronymes	05
Résumé	06
Introduction	08
I. UN PAYS À LA CHARNIÈRE DE PLUSIEURS COMPLEXES DE SÉCURITÉ	10
Le Tchad, un espace d'influence régional pour la Libye	10
Le Soudan, une base arrière des rebellions tchadiennes	11
Une ingérence tchadienne en République Centrafricaine	12
Endiguer la menace de Boko Haram dans le Bassin du Lac Tchad	13
II. UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE FAÇONNÉE PAR L'OPPORTUNISME DU PRÉSIDENT	15
2010 – 2020 : Dix années de diplomatie volontariste	15
La revendication d'un statut de puissance militaire régionale	17
Le virage sahélien et le positionnement en Afrique de l'Ouest	17
III. LES ORGANISATIONS RÉGIONALES : DES LEVIERS D'ACTION POUR LE TCHAD	19
La Commission du bassin du Lac Tchad	20
La Communauté économique des Etats d'Afrique centrale	20
Le G5 Sahel	21
La Communauté des Etats sahélo-sahariens	22
La Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale	22
IV. LES MOTEURS DE LA PARTICIPATION DU TCHAD AUX COALITIONS MILITAIRES RÉGIONALES	23
Répondre à une logique de l'offre et de la demande au plan sécuritaire	23
Sécuriser les zones périphériques du Tchad	24
S'assurer d'une reconnaissance et de soutiens internationaux	24
V. LE COÛT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE D'UNE POLITIQUE DE SÉCURITÉ RÉGIONALE	25
Conclusion	28
Bibliographie	30

REMERCIEMENTS

Cette publication est le résultat d'un travail scientifique rigoureux mis en place par le bureau Paix et Sécurité Centre de Compétence Afrique Subsaharienne de la Friedrich Ebert Stiftung (FES PSCC). Elle vise à analyser les moteurs des coalitions régionales africaines pour mieux comprendre l'implication des décideurs tchadiens en matière de sécurité et de diplomatie au niveau régional.

FES PSCC exprime sa profonde gratitude au Dr. Amandine GNANGUENON, analyste politique et experte des questions de paix et de sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel qui a rédigé cette publication conformément aux consignes de la FES.

M. Philipp Manfred GOLDBERG

Directeur du Bureau Paix et Sécurité
Centre de Compétence Afrique Subsaharienne
Friedrich Ebert Stiftung

LISTE DES ACRONYMES

ABN	Autorité du Bassin du Niger
APSA	Architecture africaine de paix et de sécurité
ARP	Académie régionale de Police
CARIC	Capacité africaine de réaction immédiate aux crises
CBLT	Commission du Bassin du Lac Tchad
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l’Afrique de l’Ouest
CEEAC	Communauté économique des Etats d’Afrique centrale
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l’Afrique centrale
CEN-SAD	Communauté des Etats sahélo-sahariens
CER	Communauté économique régionale
CILSS	Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
CONOPS	Concept d’opération
CPS	Conseil de paix et de sécurité
FC-G5S	Force conjointe du G5 Sahel
FMM	Force multinationale mixte
FMTS	Force mixte Tchad-Soudan
FOMUC	Force multinationale en Centrafrique
FROLINAT	Front de libération national du Tchad
IDH	Indice de développement humain
MICOPAX	Mission de consolidation de la paix en République Centrafricaine
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique
MINUSMA	Mission des Nations unies pour la stabilisation au Mali
MISCA	Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine
MISMA	Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine
MONUSCO	Mission de l’Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo
OCI	Organisation de la conférence islamique
ONG	Organisation non-gouvernementale
OUA	Organisation de l’unité africaine
RCA	République centrafricaine
UA	Union africaine

RÉSUMÉ

Le Tchad évolue dans un environnement régional sécuritaire instable. Le chaos en Libye après 2011, la chute du Président Omar el Béchir au Soudan en 2019, l'instabilité récurrente en République centrafricaine (RCA) et la présence de Boko Haram et affiliés dans le Bassin du Lac Tchad sont autant d'incertitudes que le pays cherche à maîtriser. En dix années, Idriss Déby a toutefois réussi à transformer cette insécurité à ses frontières en atout.

Les déploiements de l'armée tchadienne en RCA (2012-2014), au Mali (depuis 2013) et dans le Bassin du Lac Tchad (depuis 2015) sont sans doute le meilleur exemple de la manière dont les opérations extérieures servent les ambitions personnelles du président tchadien et sa stature à l'international. Aux yeux de ses partenaires extérieurs, le pays constitue un « *verrou stratégique* » au croisement de l'Afrique du Nord, centrale et du Sahel. L'image d'un pays pauvre, sous-peuplé et enclavé s'est effacée au profit d'un allié incontournable pour lutter contre la propagation de la menace djihadiste en Afrique de l'Ouest et centrale. Certes les interventions militaires et le positionnement diplomatique tchadiens résultent de l'habileté d'Idriss Déby à tirer profit du soutien de ses partenaires extérieurs, plus particulièrement de son allié français. Pour autant, cette diplomatie militaire est indissociable des évolutions du paysage sécuritaire institutionnel ces dix dernières années. À l'instar d'autres pays avec une prétention régionale, le Tchad adosse sa politique d'influence sur deux leviers, la capacité de projection de son armée dans un cadre multinational et le déploiement d'une diplomatie volontariste pour se positionner dans les enceintes régionales et internationales.

Par conséquent, cette étude porte sur un thème peu traité, à savoir la manière dont le Tchad se positionne comme acteur régional en combinant des jeux d'alliances politiques et le recours à des coalitions militaires ad hoc. En effet, pour faire face aux défis sécuritaires à ses frontières, le Tchad dispose d'un large éventail d'options parmi les mécanismes de sécurité collective des Nations unies, de l'Union africaine (UA), des organisations régionales et coalitions ad hoc. Une des questions auxquelles cette étude se propose donc de répondre est celle des facteurs qui influent sur le choix du Tchad de s'impliquer systématiquement dans des opérations militaires régionales.

Tout d'abord, l'intérêt porté par le Tchad aux coalitions ad hoc, telles que la Force Multinationale Mixte et la FC-G5 Sahel s'explique par trois raisons : répondre à une logique de l'offre et de la demande au plan sécuritaire, sécuriser les zones périphériques du pays et s'assurer une reconnaissance et des soutiens internationaux. Idriss Déby a ainsi su tirer profit de manière opportune de l'évolution de son environnement régional pour atteindre ses objectifs : protéger son régime, bloquer ses adversaires politiques et créer des alliances avec les pays voisins pour éviter la présence d'une base arrière pour les rebelles tchadiens.

Si les coalitions ad hoc sont un outil privilégié, le Tchad n'a pas pour autant renoncé aux organisations régionales, considérées comme des leviers d'actions dans la mise en œuvre de sa diplomatie militaire. Ce « *Forum shopping* » est d'autant moins critiqué que les cinq organisations analysées (CBLT, CEEAC, G5 Sahel, CEN-SAD et CEMAC) couvrent des espaces



géographiques différents correspondant aux intérêts stratégiques du Tchad, au croisement de l'Afrique du Nord, de l'Ouest et centrale. Au final, les conflits et l'insécurité au Tchad et dans les pays frontaliers ont renforcé son positionnement politique, diplomatique et militaire. Sur le long terme, la principale menace pour

la stabilité du régime tchadien n'en reste pas moins une crise politique nationale étant donné que des décennies de conflit armé, une priorité donnée à l'armée et une gouvernance défaillante n'ont pas réduit les risques d'instabilité internes.

INTRODUCTION

Le 11 août 2020, alors que le Tchad célèbre le soixantième anniversaire de son indépendance, Idriss Déby est élevé au rang de Maréchal, une manière de mettre en évidence que ces faits d'armes à l'extérieur du pays lui confèrent une légitimité politique interne qui lui fait défaut après 30 ans au pouvoir.

Cette longévité s'explique, en premier lieu, par son autoritarisme et ses pratiques de gouvernance dont le principal objectif est le maintien au pouvoir. Il a en effet remporté les élections à quatre reprises (en 1996, 2001, 2006 et 2016) et la Constitution a été révisée deux fois en deux ans (2018 et 2020). Le Président sortant arpente désormais le pays pour faire campagne pour les présidentielles qui se tiendront en avril 2021, alors que les rassemblements de la société civile et des partis d'opposition sont interdits pour lutter contre la pandémie de COVID-19¹.

Idriss Déby a, en outre, réussi à conserver son pouvoir grâce à sa gestion quasi quotidienne de tensions internes et externes et à des jeux d'alliances. L'utilisation de son armée est sans doute le meilleur exemple de la manière dont les opérations extérieures servent ses ambitions personnelles et la mise en valeur de sa stature à l'international. Ces déploiements sont également un moyen de réduire les tensions politico-sociales à l'intérieur de l'appareil militaire, susceptible de mettre en péril la survie de son régime.

Le président tchadien veut empêcher ses opposants politiques de trouver refuge dans les pays frontaliers, raison pour laquelle il combat les rebelles tchadiens présents chez ses voisins et n'a pas hésité à soutenir les rebelles étran-

gers, certains ayant trouvé refuge sur son territoire. Depuis la signature de l'accord de paix avec le Soudan en 2010, si le mode opératoire reste le même, les interventions militaires contre les groupes armés (rebelles, criminels ou djihadistes) prennent la forme d'opérations conjointes multinationales.

Idriss Déby a d'autant plus besoin de capitaliser sur l'image d'un régime fort et d'une armée aguerrie que sa stabilité économique, politique et sociale est directement liée à son environnement régional. Le chaos en Libye après 2011, la chute du Président Omar el Béchir au Soudan en 2019, l'instabilité en République centrafricaine (RCA) et la présence de Boko Haram dans le Bassin du Lac Tchad sont autant d'incertitudes que le Tchad cherche à maîtriser. Le Président tchadien a néanmoins réussi à transformer son enclavement géographique et l'insécurité à ses frontières en atout. Il fait ainsi valoir auprès de ses partenaires étrangers qu'ils ont d'autant plus intérêt à son maintien au pouvoir qu'il est le garant de la stabilité d'un pays, « *pilier stratégique* » entre l'Afrique du Nord, centrale et le Sahel.

Dans ce contexte, le déploiement de l'armée tchadienne en RCA (2012-2014), au Mali (depuis 2013) et dans le Bassin du Lac Tchad (depuis 2015) ont transformé l'image du Tchad, pays pauvre et sous-peuplé, devenu désormais un acteur majeur de la scène régionale et internationale. Ses interventions militaires et son positionnement diplomatique sont toutefois indissociables des évolutions du paysage sécu-

¹ <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/12/tchad-les-atteintes-aux-libertes-fondamentales-se-multiplient/>

ritaire africain ces dix dernières années. Pour faire face aux défis sécuritaires à ses frontières, le Tchad dispose d'un large éventail d'options parmi les mécanismes de sécurité collective des Nations unies, de l'Union africaine (UA), des organisations et coalitions régionales auxquels il contribue.

Cette étude porte sur un thème encore peu traité, l'investissement du Tchad dans les coalitions régionales. Souvent qualifiées de coalitions ad hoc, elles sont définies comme « *un groupe temporaire d'acteurs qui acceptent de résoudre un problème de sécurité particulier à un moment et à un endroit donnés* » (Karlsrud, Reykers, 2020, p.2). La question qui se pose est néanmoins celle de savoir quels facteurs influent sur le choix du Tchad de participer au déploiement de telles coalitions ?

Afin de répondre à cette interrogation, cette étude sera divisée en cinq parties. Passant en revue l'environnement régional du Tchad, la première partie revient sur la position géographique du pays, à la charnière de plusieurs complexes régionaux de sécurité (Libye, Soudan,

RCA, Cameroun, Nigeria). Ce positionnement constitue en effet l'un des principaux facteurs influant sur la décision d'Idriss Déby d'intervenir avec et chez ses voisins. Notre deuxième partie présente deux caractéristiques principales de la politique étrangère du Tchad, l'opportunisme et le pragmatisme. Troisièmement, si les coopérations ad hoc sont un outil privilégié, le pays n'a pas pour autant renoncé aux organisations régionales, considérées comme des leviers d'actions dans la mise en œuvre de sa diplomatie militaire. Quatrièmement, l'intérêt porté aux coalitions ad hoc est lié au fait qu'elles émergent dans les interstices de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA), à l'image de la Force multinationale mixte (FMM) et de la force conjointe du G5 Sahel (FC-G5S). Principalement axées sur le volet militaire, elles comblent ainsi certains déficits de capacités (financière, logistique, humaine, etc.) tout en faisant prévaloir des intérêts nationaux. Enfin, alors que le Tchad a réussi à tirer profit de l'instabilité de son environnement régional, la survie du régime du Président Déby reste liée aux retombées (politique, économique et sociale) internes de cette diplomatie militaire régionale.

I. UN PAYS À LA CHARNIÈRE DE PLUSIEURS COMPLEXES DE SÉCURITÉ

La posture diplomatique et militaire du Tchad ne peut être analysée sans prendre en considération l'environnement régional dans lequel le pays s'inscrit à la charnière de plusieurs complexes régionaux de sécurité : le foyer de crise libyen sur sa frontière Nord, la bande sahélo-saharienne à l'Ouest, le Soudan à l'Est, la RCA au Sud, ainsi que la zone contiguë avec le Nigeria et le Nord Cameroun épicentre de l'action de Boko Haram et sa dissidence au Sud-Ouest. Partant de ce constat, cette partie présente un bref rappel du contexte historique dans lequel les relations entre le Tchad et ses pays voisins ont évolué.

Le Tchad, un espace d'influence régional pour la Libye

Tout au long de ses 42 ans au pouvoir, depuis son arrivée en 1969, Mouammar Kadhafi a mené vis-à-vis du Tchad une politique d'influence. Sous la Présidence d'Hissène Habré (1982-1990), la relation entre les deux pays est hostile. En effet, suite à l'invasion libyenne, la lutte pour le contrôle de la région désertique de la bande d'Aouzou donne lieu à des affrontements militaires récurrents entre 1973 et 1987, date de la signature du cessez-le-feu (Gautron, 1989). La Libye abandonne toute revendication territoriale sur le pays après l'entrée en fonction d'Idriss Déby en 1990. Alors que le Président libyen le soutient officiellement, il finance aussi régulièrement des mouvements rebelles. Idriss Déby s'en accommode sachant qu'il est stratégiquement périlleux d'avoir des

rapports hostiles avec Tripoli qui auraient pour conséquence la déstabilisation de la partie septentrionale du Tchad. La crise du Darfour, qui débute en février 2003, et la résurgence de la lutte armée au Tchad offre au Président libyen l'opportunité de se positionner en faiseur de paix régionale. Il est d'autant plus facile pour Mouammar Kadhafi de jouer un rôle actif de médiateur qu'il dispose des moyens financiers et de l'autorité pour amener les protagonistes à négocier (International Crisis Group, 2010).

A la fois acteur et médiateur des conflits affectant le Tchad, la Libye considère aussi son voisin comme le champ expérimental de ses ambitions régionales. A partir de la fin des années 1990, la relation entre les deux pays s'inscrit dans le cadre d'une politique étrangère libyenne axée sur une plus grande coopération avec l'Afrique subsaharienne : création de la Communauté des Etats sahélo-sahariens (plus connue sous l'acronyme en anglais CEN-SAD) en 1998 et adoption de la déclaration de Syrte, le 9 décembre 1999, qui pose le principe de la transformation de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en Union africaine (UA) après que Kaddhafi a renoncé à ses ambitions panarabes (Huliaras, 2001).

Alors que le Tchad était opposé à toute intervention en Libye, l'effondrement du régime de Mouammar Kadhafi en 2011 bouleverse la stabilité régionale sur sa frontière Nord. Le Sud de la Libye se transforme en zone grise propice à l'ancrage de groupes armés locaux et étrangers, à la réactivation de rivalités tribales anciennes et au développement de trafics en tout genre, y compris d'armes et d'êtres humains (Tubiana, 2016). Le pouvoir tchadien perçoit l'anarchie libyenne comme une menace sécuritaire majeure, craignant ses conséquences sur le contrôle des routes du Sahara, les échanges économiques dans le Nord du pays et la pro-

libération d'armes sur son territoire. Préoccupé par la possibilité de l'ouverture d'un front à la frontière Nord du Tchad, Idriss Déby soutient le maréchal Khalifa Haftar, qu'il considère comme l'homme fort de l'Est libyen et allié central pour lutter contre les rebelles tchadiens présents en Libye².

Le Soudan, une base arrière des rebellions tchadiennes

L'histoire de la relation entre le Soudan et le Tchad est fortement liée au Darfour depuis la création du Front de libération national du Tchad (FROLINAT) en 1966 (Burr, Collins, 1999). L'implantation du FROLINAT dans l'Ouest soudanais transforme cette province en sanctuaire pour les opposants aux régimes tchadiens (Goukouni Weddei, Hissène Habré, Idriss Déby). Les prises de pouvoir successives par la rébellion tchadienne ont été possibles grâce au soutien de la Libye et du Soudan. L'arrivée d'Idriss Déby au Soudan en 1989, alors conseiller tchadien pour la défense et la sécurité, suite à l'échec de sa tentative de coup d'Etat contre le président Hissène Habré, intensifie le conflit triangulaire tchado-libyo-soudanais. Ses efforts pour constituer une force militaire afin de s'emparer de N'Djamena sont à l'origine d'une polarisation sociale et militaire dans toute la province du Darfour (Marchal, 2006).

Bien que dissociée à l'origine des crises internes au Soudan (Tubiana, 2008), la crise politique au Tchad finit par s'imbriquer et engendre un système de conflits au Darfour (Marchal, 2006). En effet, Idriss Déby se fait réélire le 3 mai 2006, lors d'un scrutin largement boycotté et après une révision constitutionnelle précipitée et contestée. Sa base politique se rétrécit ainsi considérablement à un moment où le pays, exportateur de pétrole depuis octobre

2003, traverse une grave crise économique et sociale. La crise de légitimité dont est l'objet le président tchadien l'empêche de contenir la solidarité ethnique de son entourage à l'égard des Zaghawa engagés dans la révolte soudanaise. Le conflit au Darfour constitue une véritable aubaine pour des groupes politico-militaires tchadiens en rupture de ban (Debos, 2007, Marchal 2016). Progressivement, les relations entre le Tchad et le Soudan se dégradent. L'instrumentalisation politique des événements par chacun des pays a un effet catalyseur sur leurs crises internes respectives. Deux facteurs de la crise soudanaise accentuent la régionalisation du conflit : l'arrivée de nombreux réfugiés soudanais au Tchad et les incursions des milices *Janjawid* sur le territoire tchadien pour poursuivre des rebelles qui trouvent refuge dans les camps. Les manifestations de violence s'accroissent de part et d'autre de la frontière tchado-soudanaise : déplacements de populations, destructions de villages, affrontements au sein de groupes insurgés, attaques des camps de réfugiés. La conclusion d'un accord politique entre les deux pays est alors difficile à trouver du fait d'un double jeu respectif. En effet, le régime tchadien appuie la rébellion soudanaise qui recrute dans les camps de réfugiés au Tchad. De son côté, le gouvernement de Khartoum instrumentalise les divisions internes au zaghawa, groupe ethnique auquel appartient Idriss Déby, et soutient les opposants tchadiens présents au Soudan.

Après cinq ans de guerre par procuration, le Tchad et le Soudan signent un accord de paix définitif le 15 janvier 2010. Afin de restaurer concrètement la confiance, cet accord prévoit la mise en place d'un dispositif conjoint, civi-

² <https://www.voafrique.com/a/le-mar%C3%A9chal-haftar-re%C3%A7u-au-tchad-par-le-pr%C3%A9sident-d%C3%A9by/4617858.html>

lo-militaire, de surveillance et de sécurisation des 2.000 km de frontière commune dont les premiers éléments sont déployés dès février³. Composé d'une dizaine de postes de chaque côté de la frontière et d'un effectif de 3.000 hommes, cette force a pour mission de surveiller la frontière, d'interdire les activités hostiles, d'effectuer des patrouilles conjointes, de lutter contre la contrebande et l'enlèvement des individus (Desgrais, 2018, p.72). Cette force a pour effet de contribuer à assainir les relations politiques entre le Tchad et le Soudan en rendant plus difficile les agendas cachés. En 2011, cette initiative est répliquée entre le Soudan, le Tchad et la Centrafrique qui annoncent la mise en place d'une force tripartite pour protéger leurs frontières. Ces deux forces fusionnent en 2017 et donnent naissance à la force mixte Tchad-Soudan (FMST).

Depuis la signature de l'accord en 2010, les relations avec les rebelles zaghawa, proches du président, semblent s'être considérablement améliorées et Idriss Déby continue de capitaliser sur son image de faiseur de paix régionale. Depuis la chute d'Omar el Béchir en 2019, Idriss Déby a réussi à établir de bonnes relations avec Mohamed Hamdan Daglo, surnommé « *Hemetti* », tirant profit de leur alignement international commun avec les Émirats arabes unis, l'Arabie Saoudite et l'Égypte, ainsi que de connexions locales⁴.

Une ingérence tchadienne en République Centrafricaine

Depuis les années 1980, N'Djamena joue un rôle déterminant dans l'ascension et l'éviction des différents chefs d'États qui se sont succédés en Centrafrique et le pays n'hésite pas à s'immiscer dans les affaires de son voisin pour aider des régimes alliés à prendre le pouvoir. Sous la

présidence d'Ange-Félix Patassé (1993-2003), le Général François Bozizé, chef d'état-major des armées, trouve refuge au Tchad alors qu'il est accusé de tentative de coup d'Etat en 2001. Dans un contexte où Idriss Déby et Ange-Félix Patassé s'accusent de soutenir leurs opposants réciproques, les relations entre les deux présidents se détériorent (International Crisis Group, 2011, p.7). François Bozizé bénéficiant du soutien tchadien prend le pouvoir en 2003. Dans une zone déjà affectée par les bandits de grand chemin, les coupeurs de route, la RCA est déstabilisée par la crise au Darfour où les groupes armés tchadiens et soudanais trouvent refuge.

Comme pour ces pays voisins, la crise en RCA a des ressorts internes : une « *nébuleuse rebelle* » qui rassemble des opposants au président Bozizé, oubliés par leur ancien chef de guerre, et des fidèles de l'ancien président Ange Félix Patassé, lance à partir d'octobre 2006 des attaques dans le Nord du pays (Debos, 2007, p.4). En 2007, les turbulences socio-politiques au Tchad, au Soudan et en Centrafrique sont interconnectées (Marchal, 2009). Chaque conflit influe l'un sur l'autre en termes d'afflux de réfugiés, de circulation des armes légères tandis que les groupes rebelles et les troupes gouvernementales utilisent les territoires voisins (Handy, 2007, p.7).

En une décennie de mandat du Président Bozizé, chaque année est ponctuée de risques d'une rébellion en Centrafrique. Alors qu'il entretient depuis des années des relations tendues avec Idriss Déby, le retrait soudain, en octobre 2012, des éléments tchadiens de la garde présidentielle de Bozizé confirme cette

³ <https://afriquedecryptages.wordpress.com/2018/01/16/genese-de-la-force-conjointe-du-g5-sahel/>

⁴ Entretien téléphonique, chercheur, octobre 2020

rupture. En 2013, la Séléka parvient au pouvoir grâce notamment à la passivité des forces tchadiennes parties prenantes de la mission de consolidation de la paix en RCA (MICOPAX), qui laissent les rebelles progresser vers Bangui sans s'interposer, alors que leur mandat le prévoit (Luntumbue, Massock, 2014, p.3). Ce coup de force contribue fortement à donner l'impression que le Tchad est un acteur partial alors que la Séléka compte de nombreux combattants d'origine tchadienne (Handy, 2020, p.11). L'image du Tchad en RCA reste donc celle d'un acteur certes incontournable mais dont la neutralité fait défaut du fait de ses jeux d'alliances et d'influence locaux. Faisant suite aux accusations d'ingérence dans la crise centrafricaine, le Tchad retire ses troupes de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA) en 2014 et la frontière entre les deux pays est fermée depuis lors⁵.

La présence et l'influence tchadienne en RCA s'explique par la fragilité de l'État centrafricain et le déficit du leadership alimentant une instabilité chronique. Comme l'ont démontré ses relations avec ses homologues au Soudan et en Libye, le président Déby a besoin d'alliés suffisamment forts pour contrôler leurs périphéries. Le Tchad cherche à protéger sa partie méridionale, dotée d'un potentiel agricole et d'une exploitation pétrolière, et principale pourvoyeuse de devises au gouvernement (Handy, 2020, p.13). De l'autre côté de sa frontière, le Nord de la RCA est une zone, faiblement peuplée, ayant régulièrement servi de refuge à des bandes criminelles et rebelles. Le gouvernement central de Bangui n'ayant pas la capacité de réguler cet espace, le Tchad offre ses services quitte à soutenir des groupes armés non-étatiques contre les dirigeants en place (Handy, 2020, p.13).

Endiguer la menace de Boko Haram dans le Bassin du Lac Tchad

Contrairement aux capitales voisines, pour N'Djamena, la zone du lac Tchad n'est pas une périphérie lointaine d'un point de vue géographique. Alors que plus de la moitié de la superficie du lac se trouve dans les frontières territoriales du Tchad, elle conserve des attributs d'espace périphérique, culturellement et politiquement éloigné des centres de pouvoir et de décision. Il faut attendre octobre 2015 et les attentats de Baga Sola, aux abords du lac, pour que le président tchadien visite le lac pour la première fois de sa vie (International Crisis Group, 2017, p.6).

L'arrivée du phénomène Boko Haram au Tchad est souvent datée au 12 février 2015, jour de la première attaque perpétrée par le groupe terroriste à Ngouboua sur les rives du lac Tchad. Ce constat est à nuancer. Certes, le Tchad n'a pas été visé avant que le pays décide d'entrer en guerre aux côtés de ses voisins en janvier 2015, mettant fin à un pacte de non-agression tacite avec Boko Haram⁶. Cependant, dès 2013, les combattants de Boko Haram utilisent Baga Kawa comme point d'appui et naviguent sur le lac avec la complicité de conducteurs de hors-bords locaux autochtones connaissant bien le milieu lacustre (International Crisis Group, 2017, p.11).

Initialement, le Tchad, comme le Niger et le Cameroun, a réagi avec prudence et déni face à la menace que constitue Boko Haram qu'il considère comme un problème prioritairement

5 <https://www.jeuneafrique.com/163846/politique/le-tchad-va-fermer-sa-frontiere-avec-la-centrafrique-jusqu-que-la-crise-soit-r-solue/>

6 <https://www.mediapart.fr/journal/international/160215/dans-la-lutte-contre-boko-haram-le-tchad-est-juge-trop-ambigu?onglet=full>

nigérian. Jusqu'à la fin de 2014, le Tchad reste donc un observateur de la situation au Nigéria. Sa participation à la lutte finit par se justifier pour des raisons sécuritaire, économique et politique⁷. Tout d'abord, la prise par Boko Haram de Baga Kawa en octobre 2014, fait prendre conscience de la proximité géographique de la menace à la frontière tchadienne.

En outre, au plan économique, l'activité du groupe perturbe fortement les échanges du pays avec le Nigéria et le Cameroun. La plupart des importations tchadiennes dépendent de deux routes commerciales : l'une achemine les marchandises de Cotonou et de Lagos via Maiduguri vers N'Djamena; l'autre approvisionne le Tchad depuis Douala (Marchal, Fasopo, p.13). Si ses routes d'accès à la mer étaient coupées, le Tchad ne serait plus en mesure d'exporter, notamment son bétail, mais surtout d'importer des produits alimentaires et manufacturés (International Crisis Group, 2020, p.3).

Enfin, politiquement cette intervention lui permet de continuer à jouer la carte de la diplomatie militaire en consolidant ses alliances avec les pays occidentaux et en s'arrimant à des financements internationaux (International Crisis Group, 2017, p.17). Face à l'incapacité du Nigeria à contenir seul la menace, le Tchad s'engage pour prendre une position de leadership militaire laissée vacante. Alors que les observateurs estiment que le Tchad a été récompensé par le président nigérian, Goodluck Jonathan pour son intervention militaire, Idriss Déby a surtout agi en raison de préoccupations internes. Si le groupe terroriste ne semble pas avoir constitué une véritable base sociale au sein des populations locales du lac Tchad, il a incontestablement des sympathisants et compte des Tchadiens dans ses rangs.

Les interventions du Tchad contre Boko Haram sur les territoires voisins, à la demande de ses homologues camerounais, nigérian et nigérien, renforcent son statut de gendarme de la région. Alors que les autres pays ne font que contenir Boko Haram à leurs frontières, le Tchad dispose d'un droit de poursuite au Nigéria. La première offensive en territoire nigérian est menée fin janvier 2015 par les soldats tchadiens. Quelques jours plus tard, d'autres troupes tchadiennes prennent la direction de Bosso, au Niger. Elles y affrontent Boko Haram avant de passer en territoire nigérian, cette fois avec les forces nigériennes, pour une opération dans le Nord du Borno. Après l'appel du président camerounais Paul Biya, des troupes tchadiennes entrent également au Cameroun. Si le Président Issoufou est déjà considéré comme un allié, le président camerounais n'appréciait pas l'ingérence tchadienne en RCA. A cela s'ajoute des relations difficiles entre Goodluck Jonathan et Déby mais qui s'améliorent notablement après l'élection de Muhammadu Buhari en mai 2015.

L'engagement du Tchad contre Boko Haram change finalement la donne et améliore la perception du pays dans la région (International Crisis Group, 2017, p.18). Au regard des évolutions ces dernières années, le Tchad cherche à entretenir des relations de bon voisinage, via le recours à ses outils diplomatiques et militaires, avec pour objectif de contenir et de priver les dissidences armées de sanctuaires opérationnels, y compris en s'assurant d'un droit de suite sur les territoires voisins (Colovic, 2019).

⁷ Châtelot, Le Monde, 2015 https://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/02/06/pourquoi-le-tchad-s-engage-dans-la-lutte-contre-boko-haram_4571142_3212.html

II. UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE FAÇONNÉE PAR L'OPPORTUNISME DU PRÉSIDENT

La politique étrangère du Tchad apparaît comme le produit de la conjoncture en Afrique de l'Ouest et centrale d'une part et de l'opportunisme du président Idriss Déby d'autre part, lié à son habilité à tirer profit du soutien de ses partenaires extérieurs, plus particulièrement de son allié français.

La conjoncture politique, économique et sécuritaire durant ces dix dernières années, a permis au Tchad de renforcer sa capacité et sa réputation militaires. Afin d'être moins vulnérable aux soubresauts de ses pays voisins qu'il ne l'était dans les années 2000, le Tchad joue une carte diplomatique et militaire au plan régional, lui permettant de faire reconnaître son leadership.

Idriss Déby a su tirer profit de manière habile de l'évolution de son environnement régional, déplaçant son soutien d'un acteur à un autre lorsque les événements offrent une opportunité de le faire et lorsque cela est nécessaire pour atteindre ses objectifs : protéger son régime, bloquer ses adversaires et créer des alliances avec les pays voisins pour éviter la présence d'une base arrière pour ses opposants politiques. L'absence d'institutionnalisation dans le processus d'élaboration de la politique étrangère a sans doute facilité la marge de manœuvre du régime du Président tchadien pour façonner cette politique à l'image de ses ambitions personnelles (Tubiana, Debos, 2017).

À l'instar d'autres pays avec une prétention régionale, le Tchad adosse sa politique d'influence sur deux leviers, la capacité de pro-

jection de son armée et le déploiement d'une diplomatie volontariste pour se positionner comme interlocuteur incontournable dans les enceintes régionales et internationales.

2010 – 2020 : Dix années de diplomatie volontariste

Durant ces dix dernières années, le Tchad s'est doté d'une stratégie au service de ses ambitions avérées de leadership. Un réseau et des moyens diplomatiques ont été déployés pour permettre au pays de se positionner comme interlocuteur incontournable en Afrique centrale et au Sahel.

Selon Mahamat Saleh Annadif, représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour le Mali et chef de la mission des Nations unies au Mali (MINUSMA), la fin de la crise au Darfour offre au Tchad la possibilité de devenir internationalement audible. Depuis son rapprochement avec le Soudan en 2010, le pays est considéré comme un acteur clé au sein de l'UA et des Nations unies (Tubiana, Debos, 2017, p.20). La nomination de l'ancien ministre des Affaires étrangères, Moussa Faki, à la présidence de la Commission de l'UA en 2017⁸, constitue l'un des gains diplomatiques les plus significatifs liés à l'engagement du Tchad dans la lutte contre le terrorisme autour du lac Tchad et ailleurs dans la région (International Crisis Group 2017, Desgrais 2018, p.65). Le Président tchadien s'est personnellement engagé pour défendre son candidat auprès des chefs d'Etats⁹. En 2014-2015, le Tchad siège en tant que membre non permanent au Conseil de sécurité des Nations unies.

⁸ <https://issafrica.org/iss-today/who-is-moussa-faki-and-his-president>

⁹ Entretien téléphonique, chercheurs, novembre 2020.

Chronologie du rayonnement diplomatique du Tchad après 2010

2013 : Nomination au poste de Secrétaire général de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) d'Ahmad Allam-Mi, ancien ministre des Affaires étrangères du Tchad (2005 à 2008) et Représentant permanent auprès des Nations unies (2008 à 2013). Il succède à Nassour Guelendouksia Ouaido, en poste depuis 2012 et quitte son poste en 2020, suite à la transformation du Secrétariat en Commission.

2013 : Nomination de Fatima Haram Acyl, Commissaire de l'UA pour le commerce et l'industrie. A son départ en 2017, elle devient vice-présidente de la Commission de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

2013-2020 : Djimé Adoum, ancien ministre de l'agriculture et de l'irrigation, occupe le poste de secrétaire exécutif du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS).

2015 : Nomination de Mahamat Saleh Annadif, ancien ministre des affaires étrangères (1997-2003), représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour le Mali et chef de la MINUSMA.

2017 : Moussa Faki, ancien premier ministre (2003-2005) et ministre des affaires étrangères (2008-2017) devient président de la Commission de l'UA

2020 : Nomination de Mangaral Banté au poste de commissaire aux affaires politiques, paix et sécurité de la CEEAC. Il a occupé le poste de conseiller de l'ex-secrétaire général de la CEEAC en charge de la réforme institutionnelle.

2020 : Nomination de Hissein Brahim Taha au poste de secrétaire général de l'Organisation de la coopération islamique (OCI)

Comme le rappelle la chronologie ci-dessus, l'interventionnisme militaire du Tchad s'est doublé d'une offensive diplomatique tous azimuts au plan régional et international.

Si cette offensive diplomatique est incontestable, l'analyse qui en est faite varie selon les observateurs. Pour certains, elle démontre une stratégie claire d'investir les enceintes internationales afin de peser sur les processus de prise de décision. La politique étrangère serait symboliquement représentée par les figures du soldat et du diplomate, chères à Raymond Aron. La représentation du Tchad à certains postes de haut niveau favorise un accès rapide aux dossiers et lui permet de se positionner diplomatiquement pour faire entendre sa voix lors des discussions avec les autres Etats membres. Pour d'autres, derrière cette volonté

non négligeable de tirer des ficelles au niveau multilatéral pour légitimer ses engagements militaires se cache aussi une forme d'improvisation, justement liée à l'opportunisme du président. Toutes les actions et décisions ne seraient pas forcément calculées¹⁰. A cela s'ajoute que la capacité d'influence des diplomates tchadiens varie d'une organisation à l'autre selon la marge de manœuvre dont les structures internes disposent (Commission, Secrétariat organe politique) vis-à-vis de la Conférence des chefs d'Etat qui reste le principal organe de décision. A défaut d'une diplomatie lisible, l'engagement de l'armée tchadienne en opération extérieure a le mérite d'être sans ambiguïté quant à l'ambition du pays d'être reconnu comme puissance militaire régionale.

¹⁰ Entretien téléphonique avec un fonctionnaire national, décembre 2020.

La revendication d'un statut de puissance militaire régionale

Les premières interventions du Tchad à l'étranger ont été discrètes, souvent entreprises avec le soutien d'alliés comme la France, la Libye et le Soudan et au service de régimes partenaires. La première opération en Afrique centrale a lieu au Congo entre 1998 et 1999 : 2 000 soldats sont envoyés pour aider Joseph Kabila contre les rebelles soutenus par le Rwanda et l'Ouganda (Lecoutre, 2016). En 2003, les soldats tchadiens soutiennent le coup d'État de François Bozizé en RCA. La même année, ils entrent pour la première fois au Soudan, aux côtés de l'armée soudanaise pour lutter contre les rebelles du Darfour. En novembre 2010, des troupes tchadiennes lancent une attaque terrestre et aérienne pour déloger des rebelles occupant la ville centrafricaine de Birao (International Crisis Group, 2011, p.19).

Renonçant à des opérations bilatérales, voire clandestines dans certains cas, le Tchad privilégie depuis les années 2010, les interventions officielles, multilatérales en faisant partie des forces internationales de maintien de la paix ou

des coalitions contre le terrorisme. Ces divers déploiements ne sont guère le fruit du hasard et ce volet de la politique étrangère du Tchad s'appuie notamment sur son alliance avec Paris (Tubiana, Debos, 2017, p.16).

En RCA, les contingents militaires tchadiens constituent l'épine dorsale des forces régionales successives dont le mandat est de consolider la paix et la sécurité, tout en aidant à démobiliser les groupes armés : Force multinationale en RCA - FOMUC (2002-2008), MICOPAX (2008-2013), MISCA (2013-2014), (Marchal, 2016, p.11). La partialité des troupes tchadiennes en RCA fragilise néanmoins les efforts entrepris pour pacifier le pays et aboutit au retrait du Tchad de la MISCA en 2014.

Le virage sahélien et le positionnement en Afrique de l'Ouest

En se positionnant au Mali, le Tchad se forge un statut de puissance militaire continentale, capable d'opérer simultanément sur plusieurs théâtres d'opérations, y compris hors de sa zone d'influence régionale. Les retombées de l'engagement tchadien vont bien au-delà de la nécessité de lutter contre le terrorisme au Sahel. Le 17 janvier 2012, une rébellion touareg – la cinquième depuis 1963 – éclate dans le sillage du conflit libyen, bientôt suivie d'un coup d'État militaire à Bamako – le troisième depuis 1968 –, s'ensuit la défaite de l'armée malienne, avant que les forces rebelles proclament l'indépendance de l'Azawad (Holder, 2013). A la suite de cette succession d'événements et alors que la situation continue de se dégrader, la France décide, le 13 janvier 2013 de s'engager au Mali dans le cadre de l'opération Serval, pour reconquérir le territoire perdu par l'armée nationale. Alors que l'opération française n'est pas encore lancée, Alpha Condé et Mohama-

Rappel des contingents tchadiens engagés dans les opérations de paix (en 2020)

- Mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUSCO) depuis 2010 : 7 soldats
- MICOPAX : 850 soldats
- MISCA remplace la MICOPAX (en 2013) : 850 soldats
- Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA) : 2000 hommes
- Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) remplace le MISMA : 1434 soldats

dou Issoufou défendent à Paris un rôle pour le Tchad au Mali (Marchal, 2016, p.17). Le 16 janvier 2013, le Président Déby s'adresse à l'Assemblée nationale et annonce l'envoi des militaires tchadiens dans le pays. Dans son discours, il souligne l'« *intérêt de réputation* » du Tchad : « *L'armée tchadienne est, non seulement aguerrie et professionnelle, mais elle est aussi et surtout beaucoup respectée pour ses hauts faits d'armes. Le théâtre actuel des opérations, le Sahel, n'a aucun secret pour elle* » (Maoundonodji, 2013).

Alors que l'appui de la France a, en 2006 et 2008, sauvé in extremis le pouvoir tchadien menacé de rébellions, l'intervention tchadienne au Mali est l'opportunité d'actualiser une nouvelle « *dette du sang* » vis-à-vis de la France (Magrin, 2013, p.2). La victoire de François Hollande en 2012 fait craindre à Idriss Déby une mise au ban par son allié historique. La crise sahélienne offre une occasion inédite de tisser des liens avec le nouveau président, avec l'appui de certains officiers français, et de retrouver un parapluie diplomatique au plan international¹¹. Le Tchad se crée une rente qui lui permet de justifier des choix de politique intérieure au nom de son engagement dans la lutte contre le terrorisme (Handy, 2020, p.9). Le Président tchadien doit être d'autant plus habile que le coût financier et humain de ses déploiements sape les efforts entrepris à l'intérieur du pays depuis le retour de la paix en 2009.

L'engagement du Tchad au Mali, a été unanimement salué par la communauté internationale, à un moment où les pays de l'Afrique de l'Ouest tergiversent sur la constitution d'une coalition militaire pour affronter les groupes armés djihadistes. Idriss Déby prend une mesure sans précédent pour envoyer 2000 soldats au Mali via le Niger et combattre les militants dans le Nord du Mali. L'intervention du

Tchad est également l'occasion de réaffirmer sa proximité de l'Afrique de l'Ouest. Dans son discours annonçant son engagement en 2013, le Président Déby rappelle l'appartenance du Tchad et du Mali à la région sahélienne ainsi qu'à des organismes communs de coopération comme le CILSS, la CEN-SAD et l'Autorité du Bassin du Niger (ABN).

Déjà au début des années 2010, Idriss Déby fait part de sa volonté d'adhérer à la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) plus dynamique que son équivalent francophone en Afrique centrale, la CEEAC, qu'il considère comme l'une des organisations les plus faibles du continent. En 2011, il obtient un statut de membre observateur à la CEDEAO et s'engage comme médiateur de l'UA avec quatre pays (Afrique du Sud, Burkina Faso, Mauritanie et Tanzanie) pour résoudre la crise électorale en Côte d'Ivoire (Lecoutre, 2016). Incontournables pour mettre en valeur sa diplomatie militaire, dans la stratégie du président tchadien, les multiples organisations régionales auxquelles le pays appartient deviennent autant de leviers d'action au service de sa politique étrangère.

11 Entretien téléphonique, chercheur, décembre 2020

III. LES ORGANISATIONS RÉGIONALES : DES LEVIERS D'ACTION POUR LE TCHAD

Afin de dépasser la rigidité des cadres légaux des organisations régionales africaines, le président tchadien recourt au cas par cas aux institutions selon leurs capacités d'influence et l'opportunité qu'elle offre pour capter l'attention des bailleurs (Gnanguênon, 2020). Cet investissement diplomatique et militaire est

d'autant moins critiqué que ces organisations couvrent des espaces géographiques différents correspondant aux intérêts stratégiques du Tchad, au croisement de l'Afrique du Nord, de l'Ouest et centrale. Les organisations régionales deviennent des leviers d'action pour gérer des conflits transnationaux et transfrontaliers, voire dans certains cas servent d'intermédiaires pour la création de coalitions, à l'image de la CBLT. Ce bref passage en revue permet notamment de rappeler que les organisations dont le Tchad est membre n'ont pas le même historique, ni les mêmes finalités, et encore moins la même capacité d'action.

Dates clés de la participation du Tchad aux organisations régionales

1964 : Création de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) dont le Tchad est membre fondateur et dont le siège est à N'Djamena

1983 : Création de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) dont le Tchad est membre fondateur – organisation en charge de la Force africaine en attente

1994 : Création de la Communauté économique et monétaire des Etats d'Afrique centrale (CEMAC) dont le Tchad est membre fondateur – déploiement de la FOMAC (2002-2008)

1998 : Création de la Communauté des Etats sahélo-sahariens (CEN-SAD) dont le Tchad est membre fondateur et dont le siège a été transféré à N'Djamena en 2019

2006-2007 : Présidence tchadienne de la CEMAC

2009 – 2015 : Première présidence de la CEEAC

2011 : Obtention du statut d'observateur à la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

2013 : Création du Processus de Nouakchott par l'Union africaine dont le Tchad est membre fondateur – le Tchad participe à la Capacité africaine de réaction immédiate aux crises (CARIC).

2014 : Création du G5 Sahel dont le Tchad est membre fondateur et il participe au déploiement de sa force conjointe.

2015 : le quartier général de la Force multinationale mixte (FMM) est transféré à N'Djamena

2016 : Présidence de l'UA

2016 : Présidence du G5 Sahel

2017 : Présidence de la CEEAC

2017-2019 : Présidence tchadienne de la CEMAC

2019 : le siège de la CEN-SAD est déplacé à N'Djamena

2021 : Présidence du G5 Sahel

La Commission du bassin du Lac Tchad

La CBLT est une organisation créée en 1964 pour réglementer et contrôler l'utilisation de l'eau et d'autres ressources naturelles. Avec l'assèchement du lac Tchad et, à partir de 2009, l'émergence de Boko Haram, la CBLT réactive en 2012 sa force multinationale conjointe de sécurité (MNJSF), initialement créé en 1998 et renommée Force multinationale mixte. La CBLT agit en tant qu'intermédiaire de coopération entre quatre États membres fondateurs (Cameroun, Niger, Nigéria, Tchad) auxquels s'ajoute le Bénin pour traiter des questions de sécurité transfrontalière et de coopération militaire. Elle fournit une couverture géographiquement cohérente afin de combler le déficit de coopération entre la CEDEAO et la CEEAC.

A compter de 2015, le Tchad, qui se positionne en première ligne dans la lutte contre Boko Haram et ses dissidences, joue un rôle prépondérant dans la revitalisation et le déploiement de la FMM (Döring, 2019, p.60). Le président Idriss Déby exprime de plus en plus sa frustration alors que les troupes tchadiennes mènent l'essentiel des combats en comparaison du maigre soutien des voisins, notamment le Nigeria (International Crisis Group, 2020, p.ii). La plupart des observateurs analyse ces déclaration comme une tentative de faire pression sur les donateurs pour qu'ils paient davantage pour les déploiements tchadiens.

La Communauté économique des Etats d'Afrique centrale

La CEEAC est une CER dont l'objectif est de développer ses capacités pour maintenir la paix, la sécurité et la stabilité, reconnues comme conditions préalables essentielles au dévelop-

pement économique et social de ses Etats membres. Au nom du principe de subsidiarité et compte tenu de l'implication historique des pays frontaliers dans la crise centrafricaine, les États de la CEEAC ont déployé la MICOPAX en 2008. Cette mission, qui prend le relais de la Force Multinationale en Centrafrique (FOMUC), est composée de 2 700 troupes provenant notamment du Cameroun, du Tchad, de la République du Congo, de la Guinée équatoriale et du Gabon. En mars 2013, en dépit de la présence de la MICOPAX, les rebelles de la coalition Séléka renverse le Président Bozizé. Apparaissent alors au grand jour les contradictions d'une force composée de troupes de pays riverains, dont les choix stratégiques sont dictés par leurs intérêts nationaux.

La transformation de la MICOPAX en Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA), en août 2013, confirme la reprise par l'UA sur le dossier centrafricain sur fond de rivalité avec la CEEAC, laquelle aurait bien voulu garder la main (Handy, 2020, p.11). En janvier 2014, suite à l'échec de la transition et au départ de Michel Djotodia, un sommet extraordinaire de la CEEAC, est convoqué à l'initiative d'Idriss Déby. Ce dernier profite de sa présidence en exercice pour réaffirmer la prééminence de la CEEAC sur la gestion de la crise centrafricaine (Luntumbue, Massock. 2014). Dans un climat d'hostilités croissantes à l'égard du contingent tchadien, régulièrement accusé par la population d'être proche de l'ancienne rébellion de la Séléka, le Tchad retire ses troupes de la MISCA en avril 2014. La MINUSCA, créée par la Résolution 2149 (2014) du Conseil de sécurité, est déployée sans contingent tchadien, dans un contexte d'aggravation de la crise centrafricaine que les missions précédentes ont eu du mal à contenir (Handy, 2020, p.9).

Le G5 Sahel

D'un simple regroupement d'Etats visant à coordonner leurs politiques de développement et de sécurité, le G5 Sahel devient entre février 2014 et décembre 2015 une organisation internationale avec un statut juridique dont les pays membres (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) se disent prêts à déployer une force pour lutter conjointement contre l'insécurité à leurs frontières. Déjà à l'été 2013, il existe une convergence entre les chefs d'état-major des cinq pays sur la nécessité de développer une coopération régionale accrue pour le contrôle des espaces transfrontaliers afin d'éviter une propagation des groupes djihadistes au-delà des frontières du Mali (Desgrais, 2018, p.27). La création du G5 Sahel apparaît comme une occasion de formaliser cette coopération transfrontalière.

Que ce soit lors de la création du G5 Sahel ou de la mise en place de sa force conjointe, il est indéniable que le président Déby a une voix qui porte vis-à-vis de ses homologues nigérien, malien, mauritanien et burkinabè du fait de son ancienneté au pouvoir¹². En novembre 2014, les autorités tchadiennes partagent leur expérience de la FMTS. Cette dernière apparaît comme une bonne pratique, susceptible d'inspirer l'institutionnalisation des coopérations militaires sur les trois fuseaux frontaliers de la bande sahélo-saharienne (Ouest pour la frontière entre le Mali et la Mauritanie, Est pour la frontière entre le Tchad et le Niger et Centre, pour la région dite des trois frontières entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger)¹³.

Si le Tchad est particulièrement impliqué dans le processus d'élaboration de la Force Conjointe du G5 Sahel (FC-G5S), il a été moins présent dans le cadre de la présidence du G5 Sahel en 2015. Certains observateurs expliquent cette position par sa situation intérieure difficile

provoquée par la baisse des cours du pétrole et les tensions politiques liées à l'élection présidentielle de 2016. En janvier 2017, l'élection du tchadien Moussa Faki Mahamat, qui a une excellente connaissance du Sahel, permet d'impulser un changement de politique de l'UA sur le G5 Sahel. En mars, le conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA approuve le Concept d'opération (CONOPS) de la FC-G5S, autorise son déploiement, puis transmet le CONOPS au Conseil de sécurité des Nations Unies. Le Guide de l'UA reconnaît à la force conjointe du G5 Sahel le statut d'arrangement sous-régional relatif à la sécurité (Guide de l'UA, 2020, p.95)

Alors que le Tchad compte déjà un premier contingent de 750 soldats déployé dans le cadre du G5 Sahel, l'envoi d'un deuxième contingent militaire d'environ 1 000 hommes est prévu en octobre 2020, pour renforcer l'action du G5 dans la région des trois frontières. Annoncé à l'issue du sommet de Pau, en mars 2019, l'envoi de ce bataillon reste au cœur des négociations entre Paris et N'Djamena, notamment pour régler la question de son coût¹⁴. Alors qu'une question subsiste sur l'engagement du Tchad lors de sa prochaine présidence du G5 Sahel en 2021, le Tchad a rappelé sa volonté de créer une Académie régionale de Police (ARP), institution faisant partie de l'Architecture du G5 Sahel.

12 Entretien téléphonique avec un fonctionnaire national, décembre 2020

13 <http://ultimaratio-blog.org/archives/8650>

14 Entretien téléphonique avec un fonctionnaire national, novembre 2020

La Communauté des Etats sahélo-sahariens

Le 4 février 1998, la CEN-SAD est créée à Tripoli afin de renforcer les liens économiques, sociaux et culturels entre ses six pays (Burkina Faso, Mali, Niger, Libye, Tchad, Soudan). L'organisation qui bénéficie du statut de CER depuis 2000, se compose désormais de 25 Etats répartis entre l'Afrique du Nord, de l'Ouest, centrale et orientale. En décembre 2001, elle déploie une opération d'environ 300 soldats de Libye, du Soudan et de Djibouti pour sécuriser Bangui, à la demande du Président Ange-Félix Patassé, suite à une tentative de coup d'Etat imputée au Général Bozizé (International Crisis Group, 2011, p.6).

En 2013, le Tchad relance la CEN-SAD et réunit plus de 20 pays membres à qui il demande de payer leur contribution. Fort de sa nomination à la présidence à l'UA en 2016, le Président tchadien a pour ambition de jouer un rôle plus important dans la médiation libyenne et envisage d'utiliser la CEN-SAD. Il renonce faute de moyens financiers et d'un capital politique suffisamment fort. De manière plus symbolique, le siège de l'organisation est transféré de Tripoli à N'Djamena en 2019.

La Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale

La CEMAC a été créée le 16 mars 1994 avec pour objectif de promouvoir la paix et le développement harmonieux de ses Etats membres, dans le cadre de la mise en place d'une union économique et d'une union monétaire. En octobre 2002, ses Etats membres décident d'envoyer une force régionale de maintien de la paix à Bangui pour remplacer celle de la CEN-SAD. La paix et la sécurité ne font alors

pas partie du mandat strictement économique de la CEMAC, mais la CEEAC, alors en construction pour devenir la structure régionale de promotion de la paix et de la sécurité, n'est ni politiquement ni institutionnellement prête à assumer ce rôle (International Crisis Group, 2011, p.7). En décembre 2002, la FOMUC est déployée à Bangui jusqu'en juillet 2008.

Finalement, le Tchad, comme d'autres décideurs politiques privilégie des accords bilatéraux sans pour autant renoncer selon ses intérêts nationaux en jeu à faire appel aux organisations régionales. En dehors de sa contribution à la MINUSMA et de ses contingents dans la FMTS, le président Déby souhaite que son armée joue un rôle central dans le cadre de la mise en place de forces africaines crédibles reconnues par l'UA. Le Sahel illustre bien les effets paradoxaux d'une situation où l'activisme de l'UA, qui pousse les États à coopérer davantage ensemble, aboutit à l'émergence de mécanismes sécuritaires ad hoc conclus hors du cadre de l'APSA (Desgrais, 2018, p.44).

IV. LES MOTEURS DE LA PARTICIPATION DU TCHAD AUX COALITIONS MILITAIRES RÉGIONALES

Les coalitions africaines, partie intégrante du paysage sécuritaire, consistent pour les représentants des États à déployer des forces conjointes pour stabiliser des zones menacées par des groupes armés non étatiques, avec le soutien de partenaires extérieurs (Williams, 2019). Les coalitions régionales sont des solutions alternatives privilégiées car plus flexibles pour s'adapter à une menace sécuritaire qui évolue sans cesse (groupes armés, criminalité et djihadisme, piraterie). Elles permettent au Tchad de s'engager avec des alliés capables de fournir une capacité militaire avec un taux de réactivité suffisant pour se déployer rapidement sur des théâtres d'opération.

D'un point de vue institutionnel, la lourdeur du processus de décision des organisations régionales est remplacée par des processus de prise de décision moins contraignants. Autre intérêt des coalitions, elles permettent de choisir leurs alliés et donc de coopérer selon les affinités du moment avec les pays voisins plutôt que d'être contraint d'agir dans le cadre d'organisations régionales créées de longue date où les membres sont liés par une histoire passée, parfois ponctuée de rivalités, comme c'est le cas à la CEEAC.

Afin de réduire les contraintes en matière d'engagement de troupes, au-delà des droits de poursuite accordés dans le cadre de la Force Multinationale Mixte et de la FC-G5 Sahel, le principe reste celui du chacun chez soi et chacun pour soi. La valeur ajoutée des coalitions est liée à la marge de manœuvre qu'elles laissent aux alliés pour faire valoir leur souveraineté et agir de manière unilatérale, sans risque de sanction,

comme les offensives unilatérales du Tchad en 2020 en marge de la FMM. La méfiance entre les quatre pays contributeurs de la FMM, liée en partie aux antagonismes historiques (Nigeria/Cameroun), aux différentes perceptions de la menace et aux désaccords sur la manière de la gérer, sont autant d'obstacles dans leur capacité à développer une coopération plus approfondie, surtout entre leurs armées (International Crisis Group, 2020, p.4).

Au-delà des éléments précédemment énoncés, trois paramètres semblent avoir influencé le choix du Tchad de participer à des coalitions militaires ad hoc.

Répondre à une logique de l'offre et de la demande au plan sécuritaire

Certainement l'un des points qui caractérise le mieux la politique étrangère du Tchad est l'approche pragmatique de son Président. Ce dernier a su habilement tirer profit d'un contexte caractérisé par une demande et une offre régionale. Ses interventions extérieures, notamment dans la gestion de la crise au Sahel, lui ont permis de relier la sécurisation de son régime en interne tout en répondant à une forte demande régionale et internationale de soutien militaire. Le Président a capitalisé sur la puissance de feu de son armée et l'aguerrissement de ses troupes au combat, en les projetant en RCA, au Mali et dans la région du Lac Tchad. Se positionnant dans cette politique de l'offre et de la demande, Idriss Déby a gagné sur plusieurs tableaux. Tout d'abord, il a trouvé un moyen d'atténuer les tensions internes au pays et à son groupe ethnique en proposant des postes au sein de l'appareil d'État, en particulier dans la sécurité et l'armée, puis en projetant cet appareil militaire à l'extérieur (Marchal, 2016, p.17). En outre, la mise en valeur de son armée a fait oublier les

critiques de son régime en interne et lui ont permis d'obtenir des soutiens de ses partenaires étrangers.

Sécuriser les zones périphériques du Tchad

Au cours des quatre dernières décennies, le Tchad a connu des guerres civiles et des rébellions qui présentent des dimensions internes et externes. Le pays a une longue histoire de coups d'État militaires par lesquels des groupes rebelles armés, qui se logent dans des espaces mal gouvernés attaquent et, dans certains cas, renversent les régimes en place. Pour assurer la survie de son régime, le Président Déby s'assure donc que les dirigeants dans les pays voisins soient des alliés suffisamment forts pour contrôler leurs frontières. La rupture entre les présidents Déby et Bozizé a eu lieu lorsque ce dernier ne parvient plus à contrôler la partie Nord de la RCA. De même, Idriss Déby s'est engagé très tôt dans la transition soudanaise après la chute du régime d'Omar el Béchir¹⁵ pour s'assurer d'avoir un allié au pouvoir.

Si Idriss Déby s'efforce d'entretenir des relations de bon voisinage, c'est donc avant tout pour éviter que certaines zones non contrôlées dans les pays frontaliers ne servent de base arrière à ses opposants. Le rapprochement avec le Soudan en 2010 a privé l'opposition armée tchadienne du soutien du gouvernement soudanais et de la plupart de ses capacités militaires. Pourtant, si la plupart des combattants sont retournés au Tchad et ont repris la vie civile, les vestiges de la rébellion tchadienne sont toujours actifs, en particulier en Libye où les factions armées recrutent des combattants. A l'Ouest et au Sud, les frontières du Tchad restent peu sûres avec la présence de Boko Haram et les risques que fait peser l'instabilité politique en RCA.

S'assurer d'une reconnaissance et de soutiens internationaux

Les relations étroites entre le Tchad et son ancien colonisateur, la France, sont une caractéristique déterminante et durable de la politique étrangère du pays depuis l'indépendance (Tubiana, Debos, 2017 p.17, Marchal 2015). L'intervention franco-tchadienne au Mali s'inscrit, dans la volonté des pays africains et européens de mettre en place une « *africanisation* » de la gestion des crises sur le continent depuis les années 1990 (Esmenjaud, Franke, 2009). Les déclarations du Sommet de l'Élysée en 2013¹⁶ confirment la position française de soutenir les initiatives régionales africaines. Le revirement de la France sur le dossier malien, où Paris a requis la contribution du Tchad, a été perçu par N'Djamena comme un acte de légitimation de sa diplomatie militaire qu'il utilisera largement à son avantage. Le Tchad assume plus ouvertement un rôle de leadership qui va au-delà de la seule prétention militaire et au-delà de l'Afrique centrale, espace régional auquel il appartient (Luntumbue, Massock, 2014, p.8).

Le Tchad est considéré comme un partenaire privilégié et fiable de la France et des États-Unis, qui s'inquiètent de la montée en puissance des groupes djihadistes dans la bande sahélo-saharienne. Le déploiement de soldats tchadiens a un autre avantage, celui de faciliter la formation et le financement d'une armée nationale dont les performances et la crédibilité sont accrues. Dans le cas de la FMM, les donateurs ont payé pour l'équipement et la formation au-delà de ce qu'ils auraient été prêts à offrir sur une base purement bilaté-

15 Entretien téléphonique, chercheurs, décembre 2020.

16 <https://www.vie-publique.fr/discours/189790-declaration-finale-du-sommet-de-lelysee-pour-la-paix-et-la-securite-en>

rale (International Crisis Group, 2020, p.15). En outre, si les armées contributrices opèrent principalement sur leur propre territoire, le soutien obtenu grâce au format multilatéral se traduit en succès militaires nationaux au profit des présidents (Döring, 2019 p.63, Brubacher, 2017). L'engagement international du Tchad a donc permis au pays de bénéficier d'un soutien politique et financier accru. A ce titre, en septembre 2017, le président Idriss Déby assiste à Paris à une conférence internationale des donateurs afin d'obtenir 16,5 milliards d'euros de financement pour le programme de développement national de son pays¹⁷. Une fois de plus, le président tchadien capitalise sur son engagement à l'extérieur pour compenser les coûts économiques et sociaux sur sa politique intérieure.

V. LE COÛT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE D'UNE POLITIQUE DE SÉCURITÉ RÉGIONALE

Les conflits et l'insécurité au Tchad et dans les pays frontaliers ont renforcé le positionnement politique, diplomatique et militaire du Tchad, ainsi que sa position de leadership en Afrique centrale et au Sahel. Des décennies de conflit armé, une priorité donnée à l'armée et une gouvernance défailante n'ont pas cependant réduit les risques d'instabilité politique, économique et sociale au Tchad.

Au plan politique, le président Déby et son parti, le Mouvement patriotique du salut (MPS), dominent la scène politique tchadienne depuis son accession au pouvoir en décembre 1990. La nouvelle Constitution, promulguée en 2018, permet au président de se représenter, au terme de son mandat actuel en 2021, pour deux autres mandats consécutifs de six ans. Le pouvoir politique est conservé au Tchad par la menace et l'usage de la violence, ne permettant aucune alternance démocratique (UNECA, 2018, p.7). Les problèmes sous-jacents n'ont pas été résolus : les ressources sont toujours inégalement réparties; les élites économiques et politiques continuent de s'enrichir en toute impunité; les élections sont truquées; et le pouvoir reste concentré au sein du clan et de la famille du président alors que les élites d'autres origines régionales et ethniques sont cooptées (Tubiana, Debos, 2017, p.33).

Alors que son régime est contesté, y compris au sein de son groupe ethnique, le Président

17 <https://www.afdb.org/fr/news-and-events/afdb-pledges-us-540-million-in-support-of-chad-making-it-one-of-the-largest-donors-at-paris-roundtable-17340>

Déby capitalise sur l'intérêt international pour son armée et la menace globale du terrorisme. Ses relations étroites avec les partenaires occidentaux constituent un élément essentiel de sa stratégie de survie et Idriss Déby tire profit de cette situation pour renforcer sa légitimité. La société civile tchadienne et l'opposition expriment d'ailleurs régulièrement leur frustration face au soutien international inconditionnel accordé au Président Déby (International Crisis Group, 2016). Pour permettre au Tchad de continuer à jouer le rôle d'un policier régional, Paris et Washington ignorent les appels des ONG internationales à tenir le régime responsable de violations des droits humains et de pratiques antidémocratiques¹⁸.

En outre, l'augmentation des dépenses militaires due aux efforts déployés par le pays dans sa lutte contre le terrorisme a accentué la crise sociale et budgétaire du pays, entraînant des coupes budgétaires dans les domaines prioritaires. Les réductions des services sociaux ont souvent été justifiées par la réduction des recettes pétrolières alors que le problème réside dans le niveau toujours élevé des dépenses militaires et du coût des opérations de lutte contre le terrorisme. Entre 2000 et 2009, les dépenses militaires du Tchad ont augmenté de 663% (Marchal, 2016, p.8). Les dépenses militaires ont grimpé de 55 millions d'euros en 2005 à 203 millions d'euros en 2006, avec un pic à 552 millions d'euros en 2009 atteignant ainsi 8 % du PIB¹⁹.

Les recettes pétrolières ont été utilisées pour acquérir du matériel militaire, recruter plus de personnels militaires et soutenir des réseaux de clientèle afin de renforcer le pouvoir du président tchadien. Ce n'est qu'après 2009 que les revenus pétroliers ont commencé à être investis dans d'autres secteurs. En 2016, le budget de la défense est estimé à 238 millions d'euros,

représentant 11% par rapport au budget total de l'État et 2,53% du budget de la défense par rapport au PIB (Desgrais, 2018, p. 88). En 2020, environ 40% des ressources du pays sont utilisées pour le secteur de la sécurité²⁰ (CCFD, 2012).

La vulnérabilité sociopolitique et économique du Tchad est enracinée dans des décennies de négligence des besoins de la majorité de la population par le gouvernement central. L'instabilité et les conflits tchadiens sont enracinés dans la mauvaise gouvernance présente aux différents niveaux de gouvernement. Les défis comprennent la corruption, les divisions ethniques et religieuses, l'impunité, 27 années d'alternances non démocratiques au pouvoir, et la crise fiscale (UNECA, 2018). La crise socio-politique a exacerbé des antagonismes anciens (Handy, 2007, p.2).

Le pays se classe au bas de l'échelle des indices de gouvernance, occupant la 47^{ème} place sur 54 pays africains selon l'Indice Mo Ibrahim de la gouvernance en Afrique²¹. Des décennies de conflits et de rébellions ont encore accentué le phénomène de marginalisation. Les infrastructures et les services publics de base, comme la santé et l'éducation sont à peine développés ou disponibles dans les zones urbaines et largement absents dans les zones rurales. Malgré la manne pétrolière et des progrès substantiels ces dernières années, le Tchad reste l'un des pays les plus pauvres et les moins développés du monde. Il se maintient aux derniers rangs de l'indice de développement humain (IDH),

18 Entretien téléphonique, représentant d'une ONG tchadienne, décembre 2020.

19 <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/chad/backing-chad-west-faces-moral-hazards>

20 Entretien téléphonique, chercheur, décembre 2020

21 <https://iiag.online/app.html?loc=TD&meas=GOVERNANCE&view=overview>

se classant 187^{ème} sur 189 pays en 2019²². La région du Lac où se concentrent les activités de Boko Haram, est profondément pauvre et marginalisée par des décennies de sous-investissement. Une grande partie de la population dépend du secteur informel et est vulnérable à l'exploitation, à la corruption et à l'extorsion. Alors que les dépenses du Tchad dans les domaines prioritaires comme la santé sont remarquablement faibles, les dépenses en matière d'éducation sont prises en charge à 60% par les communautés²³.

Dans ce contexte, l'engagement des soldats tchadiens dans la sous-région est d'abord perçu comme une rente pour le régime, afin de faire oublier ses échecs en matière de développement et pour renforcer son pouvoir (Tisseron, 2015, p.11). L'armée tchadienne est impopulaire au sein de la société et est considérée davantage comme une milice fidèle au régime du Président Déby que comme une véritable armée nationale. La nature de l'armée tchadienne et l'homogénéité de sa chaîne de commandement, qui permet le déploiement rapide d'une force de frappe à l'étranger, est aussi la cause principale de son manque de légitimité à l'intérieur du pays (International Crisis Group, 2016, p.7 et 9). L'armée est restée organisée selon des critères ethniques, le groupe ethnique zaghawa du Président Déby dominant la hiérarchie militaire et jouissant d'une impunité presque totale. Elle est également très politisée, influencée par le clientélisme et considérée comme le principal obstacle au changement démocratique (International Crisis Group, 2016). Face à une armée à deux vitesses, composées de troupes d'élites et de soldats sous équipés, la mort des soldats au combat crée des tensions entre les familles qui demandent le versement d'une pension.

Au-delà de la lutte contre Boko Haram, la principale menace pour la stabilité du Tchad sur

le long terme est une crise politique nationale. L'exclusion et la marginalisation politique, économique et sociale des régions périphériques du Tchad créent un terrain propice à l'émergence de divers mouvements politico-militaires qui ont recouru à la violence pour défier le pouvoir du gouvernement central. Le Tchad est en proie à de nombreux facteurs de risque alors que les élites politiques ont perdu toute crédibilité : la révolte d'une population jeune au chômage, une augmentation des tensions intercommunautaires – notamment entre éleveurs et agriculteurs²⁴ et l'absence de réponses face à une crise financière et sanitaire creusent les inégalités.

22 http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2019_overview_-_french.pdf

23 Entretien téléphonique, représentant d'une ONG tchadienne, décembre 2020

24 <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201212-tchad-les-%C3%A9v%C3%AAques-alertent-la-pr%C3%A9sidence-sur-les-conflits-entre-%C3%A9leveurs-et-agriculteurs>

CONCLUSION

Partant des motivations du Tchad à s'engager dans des opérations conjointes multinationales ces dix dernières années, cette étude met en lumière certains enjeux sous-jacents à la formation des coalitions régionales en Afrique. En effet, interroger les raisons qui poussent les Etats africains à s'engager dans des arrangements régionaux plutôt que de recourir aux CER et à l'UA suppose de dépasser le cadre des accords formels signés et les objectifs annoncés lors des déploiements militaires.

Le choix de certains Etats de privilégier les coalitions militaires n'est pas nouveau et n'est pas propre à l'Afrique, comme le démontrent les engagements en Afghanistan, en Irak et en Syrie. Le Tchad, qui ne fait pas exception, a lui aussi privilégié une approche du tout militaire face aux défis actuels de la sécurité au Sahel et dans le Bassin du Lac Tchad, conformément à l'approche qu'il avait retenue face à des conflits antérieurs (Soudan, RCA). La protection du régime d'Idriss Déby est plus que jamais indissociable de sa capacité à influencer son environnement régional et à contenir les effets de l'insécurité (politique, économique, sociale, sanitaire, environnementale) à ses frontières.

Dans un contexte où l'APSA est devenue un laboratoire de la coopération régionale, servant de cadre légal pour faire approuver les déploiements de ses Etats membres et de canal financier pour les bailleurs étrangers, l'étude du Tchad a permis de mettre en lumière certains déterminants. Tout d'abord, la formation des coalitions repose sur des interactions informelles, des intérêts partagés et des jeux d'influences qui souvent précèdent les interventions militaires. En outre, toute réponse militaire ne

peut qu'être circonstancielle et avec des effets limités dans le temps, faute de traiter des causes profondes des conflits. Enfin, la nature des menaces transfrontalières et l'implication des pays voisins agissent à la fois comme des catalyseurs dans la formation des coalitions et des freins dans sa mise en œuvre. Cela explique des résultats souvent irréguliers et limités de ces accords. A ce titre, si le Cameroun, le Niger, le Nigeria et le Tchad ont conclu des accords formels de coopération, ils l'ont fait sous une pression aiguë pour répondre à une menace croissante et satisfaire des calculs de politique intérieure. La FMM reste cependant le produit d'un délicat consensus politique entre des gouvernements, qui ont tous des points de vue différents sur la nature de la menace et les actions que la force doit mener pour la contrer (International Crisis Group, 2020).

Dans ce contexte, quelles leçons tirées d'une coopération régionale « à la carte » ?

Tout d'abord, il ne faut pas s'y méprendre : si le discours met l'accent sur une action multilatérale, son attrait pour les Etats est lié à la marge de manœuvre qu'elle offre pour défendre leurs agendas nationaux. Dans le cas du Tchad, l'usage de la diplomatie et de l'armée ne porte aucun projet régional ou panafricain et son modèle est loin de faire consensus parmi ses voisins. Derrière ce développement rapide de nouvelles formes de coopération, il ne faut donc pas exagérer la vision régionale des alliés : « *les relations entre les États africains restent dominées par une géopolitique de la souveraineté et de la méfiance* »²⁵.

En outre, le recours aux coalitions entretient une confusion entre la coalition, comme moyen, et

25 <https://theconversation.com/lafrique-a-lheure-du-nouveau-regionalisme-securitaire-72945>

la stabilité régionale comme finalité. Comme le démontre le Tchad, participer à une coalition reste une opportunité d'agir rapidement, en limitant les contraintes (légales, logistiques, financières, etc.) qui pèsent sur l'action de l'Etat, tout en s'appuyant sur des alliances de circonstance sans engagement sur le long terme entre les alliés. La participation à une coalition traduit en premier lieu le pragmatisme des acteurs politiques et militaires quitte à mettre temporairement de côté certains différends pour contrer une menace commune (Nigeria/Cameroun, Cameroun/Tchad).

Au final, la formation des coalitions met en lumière certains invariants dans la pratique de la sécurité collective en Afrique. Si cette coopération régionale « à la carte » semble au premier abord préjudiciable pour la mise en œuvre de l'APSA, l'approche opportuniste des Etats africains engendre aussi des effets paradoxaux. Ainsi, alors que l'APSA est critiquée en raison de pesanteurs bureaucratiques et politiques, les chefs d'Etat remettent à l'ordre du jour les organisations qui servent le mieux leurs intérêts du moment (CBLT) voire en créent de nouvelles (G5 Sahel). Si leur efficacité est contestée, les CER et l'UA ne disparaissent pas pour autant du paysage institutionnel et restent des leviers incontournables pour lever des fonds et obtenir des soutiens des parte-

naires. Dans ce contexte, le Tchad a réussi à monnayer son offre sécuritaire en faisant écho au discours « *des solutions africaines aux problèmes africains* » et aux préoccupations des bailleurs.

Au-delà de l'impact limité pour la stabilité interne des pays, le recours aux coalitions soulève d'autres interrogations quant à l'effet de ces interventions sur la gouvernance nationale et régionale. Comme l'illustre le cas du Tchad, il est aujourd'hui difficile de croire aux retombées positives sur la gouvernance d'une coopération qui repose sur des consensus fragiles et des alliances de circonstances. Les arrangements régionaux ne peuvent aboutir qu'à des succès limités s'ils se cantonnent à des actions militaires, portées par des Etats dont les ambitions consistent à déployer leur armée avec le soutien de partenaires internationaux. Elles mettent surtout en lumière le manque de réelle motivation des Etats à renoncer à une volonté de puissance pour répondre aux attentes nationales en matière de justice, de redistribution des ressources et de protection des populations. Le risque à terme est que les coalitions ne constituent qu'un autre « *cache-misère* » d'institutions étatiques, souffrant d'un déficit de gouvernance et de légitimité en interne, qui peinent à se réformer.

BIBLIOGRAPHIE

1. Assanvo W., Abatan J. E. A, Sawadogo W.A, 2016. Assessing the Multinational Joint Task Force against Boko Haram, ISS, n°19, <https://issafrica.org/research/west-africa-report/assessing-the-multinational-joint-task-force-against-boko-haram>
2. Brubacher M., Damman E. K., Day Ch., 2017. The AU Task Forces: an African response to transnational armed groups, in: *The Journal of Modern African Studies* 55, 2, pp. 275–299.
3. Burr M., Collins, R. 1999. *Africa's Thirty Years war: Libya, Chad, and the Sudan 1963-1993*. Boulder, Colo. Westview Press.
4. CCFD, 2012. Le développement piégé les transferts d'armes et le développement au Tchad (2005-2010). https://ccfd-terresolidaire.org/IMG/pdf/rapport_tchad_ccfd-ts.pdf
5. Commission économique pour l'Afrique (UNECA), 2018. Les conflits, l'insécurité et leurs répercussions sur le développement au Tchad. <https://repository.uneca.org/handle/10855/24348>
6. Debos, M. 2007. « *Darfour, Tchad : l'enchevêtrement des crises* », Ramses, Paris, Dunod, pp. 225-227.
7. Debos M., 2008. « *Fluid Loyalties in a Regional Crisis: Chadian combatants in the Central African Republic* », *African Affairs*, vol. 107, n° 427, p. 225-241.
8. Desgrais N., 2018. Le G5 Sahel, en réaction à la mutation de l'environnement stratégique sahélien, politiques régionales de coopération et niveaux d'engagement des États membres, Fondation pour la recherche stratégique (FRS). <https://www.frstrategie.org/programmes/observatoire-du-monde-arabo-musulman-et-du-sahel/g5-sahel-reaction-mutation-lenvironnement-strategique-sahelien-politiques-regionales-cooperation-niveaux-dengagement-etats-membres-2018>
9. Döring, K. P. W. 2019. Regional and Transregional Currents in the Shallows of Lake Chad in *Comparativ*, 28:6, 50-68.
10. Esmenjaud R., Franke B., 2009. Who owns African Ownership ? The africanisation of security and its limits. Working paper, Graduate Institute of International and Development Studies. <https://www.graduateinstitute.ch/library/publications-institute/who-owns-african-ownership-africanisation-security-and-its-limits>
11. Gautron J.C., 1989. La Libye et le Tchad devant la Cour internationale de Justice ? *Annuaire Français de Droit International*, n° 35 pp. 205-215 https://www.persee.fr/docAsPDF/afdi_00663085_1989_num_35_1_2896.pdf
12. Gnanguénon A., 2020. Mapping African regional cooperation: How to navigate Africa's institutional landscape, Policy Brief. <https://ecfr.eu/publication/mapping-african-regional-cooperation-how-to-navigate-africas-institutional-landscape/>

13. Handy P.S., 2007. Chad: Wading Through a Domestic Political Crisis in a Turbulent Region, Situation Report, ISS. <https://issafrica.org/research/situation-reports/situation-report-chad-wading-through-a-domestic-political-crisis-in-a-turbulent-region-paul-simon-handy>
14. Handy P.S., 2020. L'implication des pays riverains d'un État hôte dans les opérations de paix onusiennes, observatoire Boutros Ghali du maintien de la paix. <https://www.observatoire-boutros-ghali.org/publications/l%E2%80%99implication-des-pays-riverains-d%E2%80%99un-%C3%A9tat-h%C3%B4te-dans-les-op%C3%A9rations-de-paix-onusiennes>
15. Holder G., 2013. « Mon pays S. A. » : un certain retour sur la démocratie exemplaire du Mali et sa déraison islamique, CERI. <http://www.sciencespo.fr/cerif/content/dossiersduceri/mon-pays-sa-un-certain-retour-sur-la-democratie-exemplaire-du-mali-et-sa-deraison-islamique?d02>
16. Huliaras A., 2001. Qadhafi's Comeback: Libya and Sub-Saharan Africa in the 1990s, African Affairs, Vol. 100, No. 398, pp. 5-25
17. International Crisis Group (ICG), 2010. Libye/Tchad : au-delà d'une politique d'influence, Briefing Afrique, n°71. <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/chad/libyachad-beyond-political-influence>
18. International Crisis Group, 2010. Tchad: au-delà de l'apaisement, rapport, n°162. <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/chad/chad-beyond-superficial-stability>
19. International Crisis Group, 2011. Mettre en œuvre l'architecture de paix et de sécurité (I) : l'Afrique centrale, rapport, n°181. <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/implementing-peace-and-security-architecture-i-central-africa>
20. International Crisis Group, 2017. Boko Haram au Tchad : au-delà de la réponse sécuritaire, rapport Afrique, n°246. <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/chad/246-fighting-boko-haram-chad-beyond-military-measures>
21. International Crisis Group, 2019. Au Tchad, l'incursion des rebelles dévoile les fragilités du pouvoir, Q&A. <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/chad/au-tchad-lincursion-des-rebelles-devoile-les-fragilites-du-pouvoir>
22. International Crisis Group, 2020. Quel rôle pour la force multinationale mixte dans la lutte contre Boko Haram ? Rapport n°291. <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/what-role-multinational-joint-task-force-fighting-boko-haram>
23. Karlsrud J., Reykers Y., 2020. *Ad hoc coalitions and institutional exploitation in international security: towards a typology*, Third World Quarterly

24. Lecoutre D., 2016. Le Tchad, puissance de circonstance. Le Monde diplomatique, <https://www.monde-diplomatique.fr/2016/06/LECOUTRE/55774>
25. Luntumbue M., 2014, Retrait Tchadien de la Centrafrique : Quelles conséquences pour la paix en RCA ? <https://grip.org/retrait-tchadien-de-la-centrafrique-quelles-consequences-pour-la-paix-en-rca/>
26. Luntumbue M., Massock S., 2014. Afrique centrale: risques et envers de la Pax tchadiana, note d'analyse, GRIP. <https://grip.org/afrique-centrale-risques-et-envers-de-la-pax-tchadiana/>
27. Magrin G., 2013. Les ressorts de l'intervention militaire tchadienne au Mali. Echo géo, sur le Vif. <https://journals.openedition.org/echogeo/13444>
28. Maoundonodji G., 2013. L'intervention militaire tchadienne au Mali : enjeux et limites d'une volonté de puissance régionale, CERI <http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/dossiersduceri/lintervention-militaire-tchadienne-au-mali-enjeux-et-limites-dune-volonte-de-puissance-regio?d02>
29. Marchal R., 2006. Tchad/Darfour : vers un système de conflits, Politique africaine, n°102, p. 135-154.
30. Marchal R., 2009. Aux marges du monde, en Afrique centrale... Etudes du CERI, n°153-154, mars 2009. <https://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/aux-marges-du-monde-en-afrique-centrale>
31. Marchal R., 2015. Petites et grandes controverses de la politique française et européenne au Tchad, Comité Catholique de lutte contre la Faim et pour le Développement (CCFD) https://ccfd-terresolidaire.org/IMG/pdf/etudepolitiquefrancaiseautchad_bd.pdf
32. Marchal R., 2016. An emerging military power in Central Africa? Chad under Idriss Déby, Sociétés politiques comparées, n°40. http://www.fasopo.org/sites/default/files/charivaria1_n40.pdf
33. Olawale, I., Kifle A. A., 2018. New Collective Security Arrangements in the Sahel: a comparative study of the MNJTF and G-5 Sahel, Friedrich-Ebert-Stiftung. <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/fes-pscc/14346-20180606.pdf>
34. Tchad en ébullition boucle 30 ans sous Idriss Déby, 2020. L'arbre à palabre, Frédéric Quenum, Deutsche Well. https://amp.dw.com/fr/le-tchad-en-%C3%A9bullition-boucle-30-ans-sous-idriss-d%C3%A9by/av-55729032?__twitter_impression=true
35. Tisseron A., 2015. Tchad, l'émergence d'une puissance régionale ? Institut Thomas More, note d'actualité, n°34. <http://institut-thomas-more.org/2015/07/20/tchad-lemergence-dune-puissance-regionale/>
36. Tubiana J., 2008. La guerre par procuration entre le Tchad et le Soudan et la « darfourisation » du Tchad : Mythes et réalité, Small Arms Survey, 45 p.

37. Tubiana J., 2016. After Libya, a Rush for Gold and Guns. Letter from Aouzou, Foreign Affairs, <https://www.foreignaffairs.com/articles/chad/2016-02-24/after-libya-rush-gold-and-guns>
38. Tubiana J., Debos M., 2017. Déby's Chad: political manipulation at home, military intervention abroad, challenging times ahead, United States Institute of Peace, ISS, peaceworks, n°136. <https://www.usip.org/index.php/publications/2017/12/debys-chad>
39. Williams, P. D. 2019. "Can Ad Hoc Security Coalitions in Africa Bring Stability?" The Global Observatory, January 14, <https://theglobalobservatory.org/2019/01/can-ad-hoc-security-coalitions-africa-bring-stability>
40. Union africaine, Guide, 2020. Faire taire les armes: créer les conditions propices au développement de l'Afrique. https://au.int/sites/default/files/documents/31829-doc-au_handbook_2020_french_web.pdf

Séries FES sur la Paix et la Sécurité en Afrique No. 43

A propos des Séries FES sur la Paix et la Sécurité en Afrique

Le manque de sécurité est l'un des principaux obstacles au développement et à la démocratie en Afrique. L'existence de conflits violents prolongés ainsi que le manque de responsabilisation du secteur de la sécurité dans de nombreux pays remettent en question la coopération dans le domaine du secteur de la sécurité. La récente mise en chantier d'une Architecture de paix et de sécurité en Afrique fournit le cadre institutionnel pour promouvoir la paix et la sécurité.

A propos de la publication

En Afrique centrale, le Tchad joue un rôle stratégique en matière de coopération régionale. Depuis 2013, Ahmad Allam-Mi est secrétaire général de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et le pays contribue à la Force Multinationale Mixte, créée dans le cadre de la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) en 2014. Le Tchad joue également un rôle militaire clé en Afrique de l'Ouest et au Sahel, notamment au Mali. En 2015, Mahamat Saleh Annadif, ancien ministre tchadien des affaires étrangères (1997-2003), a été nommé représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour le Mali et chef de la mission des Nations unies au Mali (MINUSMA). Le pays est également un membre fondateur du G5-Sahel, lancé en 2014, qui a déployé une force conjointe à travers le Sahel en 2017. Enfin, la diplomatie

En tant que Fondation politique attachée aux valeurs de la démocratie sociale, la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) vise à renforcer l'interface entre la démocratie et la politique de sécurité. La FES facilite donc le dialogue politique sur les menaces à la sécurité et les réponses qui y sont apportées au plan national, régional et continental. Les Séries FES sur la Paix et la Sécurité en Afrique cherchent à contribuer à ce dialogue en faisant des analyses pertinentes, largement accessibles.

tchadienne est devenue plus active et plus influente ces dernières années. Après avoir obtenu un siège non permanent au Conseil de sécurité des Nations unies en 2014 et 2015, le Tchad a pris la tête de la Commission de l'Union africaine, dont Moussa Faki est devenu le président en 2017. En 2019, le Tchad a signé un accord avec la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD) relatif au transfert du siège de l'Organisation, de Tripoli à N'Djamena, pour relancer la Communauté économique régionale. Ainsi se pose la question des facteurs qui influent sur le choix du Tchad de participer au déploiement de telles coalitions.

La présente étude vise principalement à analyser et à préciser les facteurs et les conséquences des stratégies du Tchad sur l'évolution de la coopération régionale.

